

## À PROPOS DE LA COALITION POUR LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CCPI)

### Historique

Fondée en 1995, la Coalition pour la Cour Pénale Internationale (CCPI) a joué un rôle clé dans la création de la Cour pénale internationale (CPI) – la première cour permanente ayant compétence pour juger les individus accusés de génocide, de crimes contre l’humanité et de crimes de guerre. La Coalition est un réseau mondial de plus de 2 500 organisations de la société civile présentes dans 150 pays et œuvrant pour que la CPI soit véritablement juste, efficace et indépendante et que les victimes de génocide, crimes contre l’humanité et crimes de guerre puissent accéder plus facilement à la justice. Le Secrétariat de la Coalition coordonne les actions des membres de la CCPI dans leurs rapports avec celles des gouvernements, d’organisations internationales et du Secrétariat des Nations Unies. Parmi les moments clés du travail de la Coalition, on compte la participation de la CCPI à la Conférence de Rome de 1998, qui a donné lieu à l’adoption du Statut de Rome de la CPI, l’entrée en vigueur rapide du Statut le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et l’élection des hauts officiers de la Cour, achevée en juin 2003.

### Mission

Même si d’importants progrès dans la création de la CPI ont été réalisés, le travail à réaliser est considérable. Les objectifs de la Coalition comprennent, entre autres, la promotion de la lettre et l’esprit du Statut de Rome, la sensibilisation au travail de la CPI aux échelles nationale, régionale et mondiale, le suivi et le soutien du travail de la Cour, la promotion de la ratification et de la mise en œuvre du traité fondateur de la Cour, le Statut de Rome, le suivi et le soutien du travail de l’Assemblée des États parties, la facilitation de l’engagement et le renforcement des capacités des ONG et l’agrandissement et le renforcement du réseau mondial de la Coalition.

### Membres

La Coalition est un réseau mondial de plus de 2 500 organisations de la société civile présentes dans 150 pays. Les membres de la Coalition représentent un large éventail d’intérêts géographiques et thématiques, notamment les droits de l’homme, les questions de genre, les droits des enfants, le droit international, l’aide humanitaire, les droits des victimes, les questions de foi et le désarmement. Le comité exécutif, l’organe administrateur de la Coalition, est composé de : Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA), Asociación pro Derechos Humanos (APRODEH), Civil Resource Development and Documentation Centre (CIRDDOC), Comisión Andina de Juristas (Commission andine de juristes), Fédération Internationale des Ligues des Droits de l’Homme (FIDH), Human Rights Network – Uganda (HURINET-Uganda), Human Rights Watch, Human Rights First, No Peace Without Justice, Parliamentarians for Global Action, The Redress Trust, Women’s Initiatives for Gender Justice et World Federalist Movement (WFM-IGP).

### Emplacement des bureaux

Le Secrétariat de la Coalition se trouve à New York et à La Haye. La Coalition est un projet du World Federalist Movement-Institute for Global Policy. Les points focaux de la Coalition sont situés dans chaque région du monde et reçoivent le soutien des coordinations régionales à Lima (Pérou), Buenos Aires (Argentine), Manille (Philippines), Benin City (Bénin), Amman (Jordanie), et Bruxelles (Belgique). Les organisations membres sont situées dans le monde entier.

### Financement

Les fonds actuellement octroyés à la CCPI proviennent principalement de : l’Union européenne, la Fondation Ford, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, l’Open Society Institute et le Sigrid Rausing Trust, ainsi que des gouvernements autrichien, belge, danois, finlandais, liechtensteinois, irlandais, néerlandais, suédois, suisse et d’un certain nombre de donateurs individuels. Le soutien financier des individus, des gouvernements, des fondations, et d’autres établissements est nécessaire à la poursuite des efforts de la Coalition pour assurer un avenir où la justice sera accessible à tous.

THE CICC IS A GLOBAL NETWORK OF OVER 2,500 CIVIL SOCIETY ORGANIZATIONS SUPPORTING  
A FAIR, EFFECTIVE, AND INDEPENDENT INTERNATIONAL CRIMINAL COURT.

Steering Committee: Amnesty International (AI), Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA), Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH), Civil Resource Development and Documentation Centre (CIRDDOC-Nigeria), Comisión Andina de Juristas (CAJ), Fédération Internationale des Ligues des Droits de l’Homme (FIDH), Human Rights First (HRF), Human Rights Network- Uganda (HURINET-U), Human Rights Watch (HRW), No Peace Without Justice (NPWJ), Parliamentarians for Global Action (PGA), The Redress Trust (REDRESS), Women’s Initiatives for Gender Justice, and World Federalist Movement (WFM).